

3003 Bern, April 1986/HL

STAENDERAT

Kommission für auswärtige Angelegenheiten

PROTOKOLLder Sitzung vom 21. März 1986, 08.20  
- 10.30 Uhr, in Bern, Parlamentsgebäude,  
Zimmer 4TAGESORDNUNG

1. UNO-Abstimmung; Beurteilung des Ergebnisses  
und eventuelle Folgerungen  
Examen du résultat de la votation sur  
l'adhésion de la Suisse à l'ONU et de ses  
conséquences éventuelles
2. Verschiedenes  
Divers

TEILNEHMERPräsident

H. Affolter

Anwesende Mitglieder:HH. Andermatt, Aubert, Belser, Jelmini,  
Matossi, Miville, Frau Meier Josi, HH. Muheim,  
SchaffterWeitere TeilnehmerH. Bundesrat Aubert, Vorsteher des EDA  
H. Staatssekretär Brunner, EDA  
H. Botschafter Muheim, EDA  
H. Erard, EDAEntschuldigt

H. Letsch

Sekretariat

H. Aebi

ProtokollFrau Barben (d)  
H. Kuonen (f)

Präsident: Unsere Kommission hat eine Würdigung des Abstimmungsergebnisses zum UNO-Beitritt als notwendig erachtet. Die Öffentlichkeit erwartet eine Stellungnahme der aussenpolitischen Kommissionen des Parlamentes.

Die nationalrätliche Kommission hat vor wenigen Tagen eine Interpellation beschlossen, die zu einer Debatte in der Junisession führen soll. Auf die Veröffentlichung einer formellen Erklärung wurde aber nach einer längeren Diskussion verzichtet.

Ich schlage Ihnen vor, auf formelle Deklarationen und auch auf eine Interpellation zu verzichten, haben wir doch bereits im vergangenen Jahr den Bundesrat durch eine Interpellation dazu eingeladen, seine Aussenpolitik vor dem Ständerat darzulegen.

M. Aubert, conseiller fédéral: Aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan extérieur, personne ne se faisait d'illusion sur un éventuel résultat positif de la votation. Il était improbable de réussir à obtenir la double majorité du peuple et des cantons. Le refus en lui-même ne nous a pas particulièrement étonné. En revanche, l'écart entre les opposants et les partisans nous a surpris par son importance étant donné les nombreux soutiens officiels qui s'étaient manifestés en faveur de l'adhésion de la Suisse à l'ONU. Je rappelle que notre attentisme face aux Nations-Unies date de 1945. A l'époque cette organisation n'intégrait pas les pays neutres qui n'avaient pas participé à la guerre. Par la suite l'ONU a fait l'objet de nombreux rapports: en 1946 premier rapport d'experts, en 1969 et 1971 rapports du Conseil fédéral, en 1975 rapport d'expertise de la commission Zellweger, en 1977 nouveau rapport du Conseil fédéral qui a débouché sur un mandat donné au gouvernement par le Conseil national demandant l'établissement d'un message dans les meilleurs délais possibles. La campagne en faveur de l'adhésion de la Suisse à l'ONU avait été lancée le 26 avril 1982 à Genève. Durant ces quatre ans, nous avons transmis une information assez approfondie. Les événements nous ont démontré que le choix du 16 mars 1986 pour soumettre la question en votation populaire n'a pas été opportun. Toutefois, on peut se demander s'il y a jamais eu un moment opportun. Peut-être dans les années 60, à l'époque où beaucoup d'Etats, grâce aux Nations-Unies entre autres, ont pu accéder à l'indépendance. En effet, pour eux le fait de devenir membre de l'ONU confirmait leur souveraineté. A la suite de cette votation, nous avons une première constatation à établir qui a d'ailleurs été admise à l'étranger. Le peuple suisse n'a pas été appelé à se prononcer sur la politique étrangère du Conseil fédéral, mais seulement sur la charte des Nations-Unies. Je reste convaincu que la décision prise est regrettable, mais je n'ai pas été déçu. Le contexte social, économique, politique et institutionnel actuel semble satisfaire les citoyens de notre pays. Par conséquent, l'adhésion à une organisation considérée comme inefficace, coûteuse et surtout mettant en

danger notre neutralité (voire même dans certains cas la paix du monde), n'intéressait pas la majorité des Suisses. Les opposants à notre adhésion à l'ONU ont réussi à faire croire que notre neutralité était en grand danger et ont transmis des images tout à fait erronées sur les conséquences qui en découleraient, ainsi que sur l'Organisation elle-même. Par exemple, on a prétendu que l'adhésion de la Suisse à l'ONU allait automatiquement entraîner notre pays dans les institutions de Bretton-Woods. De ce fait, les dépenses auraient passé de 20 millions à 4 milliards.

A propos de la neutralité, nous avons consulté énormément de professeurs de droit public de Suisse, Tous ont été unanimes pour admettre qu'elle n'était en aucun cas mise en cause par une éventuelle adhésion aux Nations-Unies. Sur ce point une information intense et complète a été fournie. On m'a accusé de ne pas avoir suffisamment souligné le manque de confiance du peuple envers les autorités. Il ne faut pas trop dramatiser la situation à ce propos. Il est possible que le résultat de cette votation laisse des traces, mais je rappelle qu'un grand nombre d'instances étaient favorables à l'adhésion: les Chambres fédérales, plusieurs grands partis, le Conseil fédéral et certains milieux peut-être un peu élitaires de notre pays. Je rappelle les propos de l'un des plus virulents adversaires de l'adhésion à l'ONU, M. Bonny: "Le non à l'ONU est un oui à notre politique étrangère telle qu'elle a été pratiquée jusqu'ici. C'est un oui à la neutralité, à la solidarité, à la disponibilité, un oui à la politique étrangère multilatérale qui est nécessaire. Les voyages futurs en Inde et au Pakistan me satisfont". M. Affolter a déclaré: "Le peuple n'a pas remis en cause les fondements de notre politique étrangère. Notre collaboration à des organisations internationales, des bons offices, l'aide au développement, tout cela doit continuer. Le Conseil fédéral a eu raison de l'affirmer ". Il est vrai que le gouvernement a rappelé que les fondements de notre politique étrangère n'avaient pas été remis en cause et que la neutralité armée permanente, la solidarité, l'universalité et la disponibilité continueront à déterminer nos relations avec les autres Etats. En définitive, la politique étrangère suivie jusqu'à présent par le Conseil fédéral ne subira aucune modification.

Une grande majorité de pays étrangers souhaitait que nous adhérons à l'Organisation des Nations-Unies, quelques-uns étaient complètement indifférents et d'autres, très rares, applaudissaient à un refus de la Suisse. Toutefois, ces derniers ne quitteraient en aucun cas l'ONU. Avant le scrutin, nous avons pris quelques précautions. Tout d'abord, nous avons informé tous les Etats membres de l'ONU du particularisme helvétique en leur expliquant les raisons pour lesquelles la double majorité était nécessaire, le fonctionnement de notre constitution et les motifs pour lesquels le peuple devait se prononcer sur cette adhésion. Après avoir eu connaissance des résultats, nous avons immédiatement transmis à tous les Etats le communiqué du Conseil fédéral tel que je l'ai lu à la presse.

A l'exception de l'importance de l'écart entre les opposants et les partisans, le résultat n'a pas suscité une grande surprise. Nous avons même rencontré une grande compréhension dans certains pays démocratiques comme les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne, la RFA, l'Australie, le Japon, la Norvège et les Pays-Bas. Parmi ceux du Tiers monde, la Côte d'Ivoire, le Koweït, l'Irak, l'Equateur, le Pérou et le Mexique ont parfaitement admis notre point de vue. Dans les pays de l'Est aucune critique n'a été émise. La RDA a profité de cette occasion pour demander une amélioration de nos relations diplomatiques et de nos échanges commerciaux. En revanche, des regrets et même parfois de la déception ont été exprimés par des pays du Tiers monde tels que le Zimbabwe, la Malaisie, le Brésil, le Panama, la Bolivie, la Libye et la Tunisie. En Turquie on s'est déclaré choqué et on déplore que la Suisse continue de briller par son absence. Du côté des pays industrialisés, la France a manifesté de profonds regrets, aussi que le Canada qui a souligné notre non-adhésion au moment où l'ONU doit faire face à de grandes difficultés. L'Italie a exprimé l'espoir que nous allions compenser notre absence par un renforcement de notre aide publique au développement. Du côté de l'Organisation des Nations-Unies, M. Perez de Cuellar a fait preuve de beaucoup de compréhension en espérant que ce refus ne sera pas utilisé par les adversaires de l'ONU, notamment aux Etats-Unis. Notre délégation à New York pense que la bienveillance du secrétaire général n'est pas partagée par tous les membres du secrétariat. Le directeur général de la mission de l'ONU à Genève a volontairement dédramatisé la situation en nous tendant la main pour l'avenir. S'agissant de la presse étrangère, vous y trouverez des commentaires critiques ou compréhensifs. On y parle de fermeture au monde extérieur, d'égoïsme national, d'orgueil, de repli sur soi-même, du complexe du hérisson, etc. A notre connaissance, il n'y a qu'un seul journal adversaire de l'ONU, le "Washington Times", qui a titré: "Une nouvelle preuve du bon sens suisse.". En conclusion, on ne peut prétendre établir aujourd'hui un bilan définitif de la situation. Nous y réfléchissons et je pense que d'ici le mois de juin nous serons en mesure de faire le point.

Präsident: Ich schlage Ihnen vor, die folgenden vier Problemkreise zu diskutieren:

1. Würdigung des Abstimmungsergebnisses
2. Folgerungen aus dem negativen Entscheid für unser Verhältnis zur UNO
3. Der künftige Kurs der schweizerischen Aussenpolitik
4. Die bessere Verankerung der Aussenpolitik in Parlament und Volk.

Ihr Einverständnis vorausgesetzt, werde ich jeweils den einzelnen Themen einige Gedanken vorausschicken.

Belser: Die umfassende Liste der Themen scheint mir in einem Widerspruch zu stehen zur Zeit, die uns heute zur Verfügung steht.

Präsident: Ich möchte diese vier Themenkreise eher im Sinne einer Kanalisierung unserer künftigen Diskussion verstanden sehen.

zu Punkt 1: Das Abstimmungsergebnis ist mit elementarer Deutlichkeit ausgefallen. Es muss von einer eigentlichen Grundwelle gesprochen werden. In diesem Ergebnis sehe ich vor allem eine Absage an Experimente in der Neutralitätspolitik. Es ist auch Ausdruck des deutlichen Misstrauens gegenüber der UNO-Organisation an sich.

Sieht auch die Kommission den Hauptgrund dieses Ergebnisses in einer gewissen Scheu vor Experimenten mit der Neutralitätspolitik?

Muheim: In dieser Form muss ich Ihre präzise Frage mit Nein beantworten. Meine Beurteilung: Die Neutralität und die Neutralitätspolitik haben eine zentrale Rolle gespielt. Soweit bin ich mit der These des Präsidenten einverstanden. Aber: Die Neutralitätspolitik wurde weitherum nicht als das verstanden, was sie ist. Es besteht eine Diskrepanz zur Definierung unserer aussenpolitischen Maxime, wie wir sie in den verschiedensten Publikationen des Departementes dargelegt haben. Deshalb glaubten viele Bürger, es gehe um ein Experiment mit der Neutralität. Das ist meine Beurteilung dieses Punktes, die derjenigen des Präsidenten entgegengesetzt ist.

Präsident: Einigkeit besteht aber darin, dass die Neutralitätsfrage eine zentrale Rolle gespielt hat.

M. Aubert: J'ai véritablement l'impression que le peuple suisse a voulu exprimer sa mauvaise humeur à l'égard des autorités à l'occasion d'une affaire qui ne lui coûtait rien. C'est une des seules fois où la population pouvait se prononcer négativement à l'encontre du Conseil fédéral, de l'Assemblée fédérale et des organes officiels des partis politiques sans qu'une réduction de subvention ou un accroissement d'impôts intervienne. Il faut avoir conscience de ce phénomène. A court terme, le fait que nous ne soyons pas membre de l'ONU ne sera pas ressenti défavorablement sur le plan matériel. C'était donc l'occasion de montrer sa désapprobation vis-à-vis des autorités.

Frau Meier: Ich beurteile die Frage gleich wie meine beiden Vorredner. Für viele ist die Neutralität auf dem Rütli beschlossen worden und dagegen ist nicht aufzukommen.... Sicher hat die Neutralität eine Rolle gespielt, aber eine andere als die, welche wir bis jetzt praktiziert haben. Unser Staatsvertragsreferendum ist problematisch und diese Problematik haben wir weiterhin. Bestehen bleibt auch die Zuständigkeit des Bundesrates für die Aussenpolitik. Uns stellt sich nun die Frage, wie wir diese Dinge in Zukunft miteinander vereinbaren. Wir haben im Herbst beschlossen, die Aussenpolitik vermehrt ans Volk heranzutragen. Dieses Programm ist sehr schwer und eigentlich nur im Zusammenhang mit solchen Abstimmungen zu bewerkstelligen. In einem Monat kann man aber nicht eine Aussenpolitik verständlich machen, die seit 1948 entwickelt wurde.

Ich äussere mich gleichzeitig zu den übrigen Punkten: Einverstanden bin ich mit den Anträgen des Präsidenten, keine Debatte parallel zum Nationalrat anzustreben und keine grossen Erklärungen abzugeben.

Im Vorfeld dieser Abstimmung fand ich es etwas ärgerlich, dass unsere Diplomaten schon seit einem Jahr überall den Teppich für ein Nein ausgelegt haben. Das erweckte den Eindruck, wenig Vertrauen in die Ziele zu haben, was deren Erreichung sehr erschwert.

Aussenpolitisch habe ich diese Bestrebungen sehr gut verstanden, innenpolitisch aber bedauert.

Zu den verschiedenen Interpretationen, zuerst zur "Theorie Ohrfeige": Die Auslegung Kollege Auberts trifft wahrscheinlich zu, aber Stimmen kann man nicht wägen, sondern nur zählen. Wir können unser System nicht total verkennen. Die Fragen der Aussenpolitik müssen in einer Abstimmung und nicht durch Iso-Public beantwortet werden. Bei der Schwierigkeit, die aussenpolitische Themata bieten, darf man nicht alle möglichen Interpretationen beiziehen.

Ich wehre mich gegen die angetönte Tendenz, personelle Konsequenzen zu ziehen. Am Abstimmungsabend wurde angedeutet, dass Frau Pometta ersetzt werden müsste. Das ist eine völlige Verkennung ihrer Qualitäten, der Situation, der Aufgabe des Bundesrates, die jeweiligen Posten zu besetzen und auch eine Verkennung der Möglichkeiten, die ein solcher Posten bietet.

Dagegen würde ich mich ganz entschieden wehren.

Ablehnen müsste ich auch die Interpretation, dieses Ergebnis sei ein Votum gegen die Aussenpolitik an sich, war doch nur die eine Frage des UNO-Beitritts zu entscheiden. Alle übrigen Fragen bleiben offen und sind von Fall zu Fall neu zu bestimmen. Die vier Prinzipien unserer Aussenpolitik standen nicht zur Debatte und sie wurden von den ernstzunehmenden Gegnern sogar bestätigt. Es hat sich einfach gezeigt, dass das Prinzip der Neutralität übergross geschrieben wird, während die drei andern weniger stark verankert sind.

Das Ausmass der Nein-Stimmen haben wir zur Kenntnis zu nehmen. Wie bereits erwähnt, ist es teilweise auf eine falsche Konzeption der dahinterstehenden Frage der Neutralität zurückzuführen. Für unsere Generation war es eine neue Frage, ist sie doch in dieser Form seit 1920 nie mehr gestellt worden. Ich habe übrigens festgestellt, dass 6 Stände den kleineren Nein-Anteil aufwiesen als 1959 bei der Abstimmung über das Frauenstimmrecht! Sicher haben wir es hier mit einer andern Frage zu tun, aber vergleichbar ist das Nein zu etwas noch Unbekanntem, das noch nicht akzeptiert wird. Die Aufforderung eines prominenten Gegners: "Wir müssen doch endlich etwas tun gegen die Interdependenz auf dieser Welt!", zeigt, wie fremd das Anliegen UNO den Leuten war. Wenn es schon in unsern Kreisen soviel Schwierigkeiten bereitet, die Wirklichkeit zu akzeptieren, muss man sich doch über nichts wundern.

Wir haben unsere Aussenpolitik vernünftig und ruhig weiter zu verfolgen und uns zu bemühen, sie dem Volk verständlicher zu machen, was immer dringender wird. Wir dürfen aber nicht vergessen, dass die Kompetenz beim Bundesrat bleibt. Entschieden wehren würde ich mich gegen eine Ausdehnung des Staatsvertragsreferendums.

#### Punkt 2: Folgerungen für das Verhältnis zur UNO

Präsident: Teilt die Kommission die Feststellung, dass für absehbare Zeit kein erneuter Anlauf zur Erlangung der UNO-Mitgliedschaft zu unternehmen ist? Es sei denn, es ereigne sich in der Welt oder in der UNO etwas Aussergewöhnliches. (Angeregt wurde zum Beispiel die Aufteilung in eine politische und eine wirtschaftliche UNO.)

Muheim: Von elementarer Bedeutung ist für mich der Nachsatz "... wenn nicht Veränderungen der weltpolitischen Lage eintreten". Aus der heutigen Sicht kann ich dem Präsidenten zustimmen.

M. Aubert, conseiller fédéral: Nous ne pouvons pas prendre une décision aujourd'hui. Notre action sera dépendante de la situation mondiale, de l'évolution de l'Organisation des Nations-Unies, etc. Nous ne pouvons pas mettre notre politique étrangère dans un carcan.

Bien entendu, cela va de soi que nous n'envisageons pas une nouvelle votation sur l'adhésion de la Suisse à l'ONU dans les prochaines années. Cependant, nous ne devons pas nous engager pour l'avenir, car il ne dépend pas de nous. Nous devons continuer à suivre l'évolution de l'Organisation des Nations-Unies de manière à réexaminer une éventuelle participation.

Präsident: Zur Beurteilung des Beobachterstatus in New York: Primär sollten wir diesen Beobachterstatus aufwerten. Wir müssen die Gewissheit haben, dass in diesem Weltforum jegliche Kontaktmöglichkeiten ergriffen werden. Wir müssen in New York eine Klagemauer, eine Anlaufstation haben, einen Turm, von dem aus man Ausschau halten kann, wie wir unsere Politik der Guten Dienste verwirklichen können. Wir sollten die fähigsten Leute auf diese Posten entsenden; sie müssen ihre "Antennen ausgefahren" haben und bereit sein, alle Signale in dieser Richtung zu empfangen und weiterzuleiten, um unsere Sendung als allzeit bereite Nation für die Erbringung Guter Dienste bewusst zu machen. Wir wollen in New York keine Aschenbrödel-Rolle spielen. Es gibt Möglichkeiten, im Sinne der Maxime unserer Aussenpolitik aktiver zu wirken. Es geht mir nicht darum, Frau Pometta "abzuschliessen", sondern es geht darum, dem Beobachterstatus das Gewicht zu geben, das ihm zukommen kann.

Belser: Sind wir in der Lage, den Status des Beobachters massgeblich zu ändern? Vorbehalte habe ich auch, wenn ich das Abstimmungsergebnis betrachte: Eine Intensivierung der Kontakte und Aktivitäten unseres Landes in New York wäre eine verfehlte Interpretation dieses Ergebnisses. Der Beitritt ist nicht an einer zu schwachen Aktivität unserer Vertreter bei der UNO gescheitert. Ich könnte deshalb eine neue Profilsuche über den Beobachterstatus nicht als angezeigt erachten. Ich hätte wesentliche Vorbehalte: 1. Die Ausdehnung des Beobachterstatus hängt nicht allein von uns ab. 2. Eine gewisse Zurückhaltung unsererseits halte ich für die nächste Zeit als angebracht. Sonst wird sofort wieder der Vorwurf laut: "Die mache doch, was sie wei". Dass gerade Herr Affolter neue Aktivitäten bei der UNO vorschlägt, erstaunt etwas.

Miville: Ich bin in einer Abstimmungskampagne wahrscheinlich noch nie so aktiv gewesen wie in dieser. Dabei stand für mich die Wahrung der wirtschaftlichen Interessen im Vordergrund. Die Ausführungen der Herren Blankart, Lévy, Muheim u.a. haben mich überzeugt. Natürlich spielten auch die Motive eine Rolle, die von meiner politischen Gesinnung her für mich wegleitend sind.

Welcher Gegenseite bin ich begegnet? Der Welle eines neuen Nationalismus, die uns wahrscheinlich noch viele Schwierigkeiten bereiten wird. Es war ganz allgemein eine Abneigung gegen irgendwelche Risiken jenseits der Grenze spürbar.

Die Konsequenz, die wir aus dem Abstimmungsergebnis zu ziehen haben: Wir müssen darauf achten, dass unsere Mitarbeit in den Unterorganisationen weiterhin auf die kompetenteste Art und Weise wahrgenommen wird. Wir wissen, wie schwer es unsere

Wirtschaft vor allem auf dem Exportsektor hat. Wir sind von der Politik und von der Verwaltung her verpflichtet, für unsere Wirtschaft das Beste herauszuholen, wo immer sich die Möglichkeit bietet (GATT!). Das betrachte ich als unsere Aufgabe. In der politischen UNO sollten wir in nächster Zeit nichts Zusätzliches unternehmen. Unerwünscht wären aber auch Abstriche am Bisherigen.

M. Jelmini: Pourquoi se demande-t-on ce que l'on doit faire à présent? Si le résultat de la votation avait été positif, la question aurait tout son intérêt. Toutefois, comme cela n'est pas le cas, il n'y a aucune raison de modifier notre façon d'agir.

Notre seule préoccupation doit se rapporter aux éventuelles conséquences de ce refus. Or, celles-ci ne dépendent que de l'extérieur. J'estime que la politique étrangère de la Suisse doit respecter la constitution. C'est justement le gouvernement qui est compétent en la matière et le Parlement n'est que l'autorité de surveillance. Nous n'avons pas le droit d'indiquer au Conseil fédéral sa façon d'agir.

Muheim: In der ersten Zeit nach einer Abstimmung passiert nichts. Es geht hier um Prozesse und Vorgänge, die sich langsam bewegen. Deshalb gibt es für mich heute nur eine Aussage: Kontinuität!

Sollte unsere Kommission Frau Pometta nicht ihre Anerkennung aussprechen? Es ist eine alte Erfahrung, dass eine Unternehmung in solchen Momenten ihre Leute bestätigen muss, um ihre Motivation zu stärken und um gegenüber den Partnern Geschlossenheit zu beweisen. Ich war enttäuscht, dass man Rücktritte überhaupt erwähnt hat. Nach Sündenböcken zu suchen ist immer falsch, allein schon der Wirkung gegen aussen wegen. Wir müssen auch in diesem Fall Einheit gegen aussen demonstrieren. Das ist ein wichtiger Teil der Führungsidee.

Präsident: Frau Pometta hat in New York ihre Pflicht erfüllt und wir haben ihr keine Laudatio auszusprechen. Es geht nur darum, ob wir den Vertretern des EDA erklären, in New York solle nur das unbedingt Nötige getan werden, oder ob der Beobachterstatus etwas stärker zum Tragen gebracht werden soll. Ich halte es für völlig falsch, wenn wir uns mit der bisherigen Beobachterrolle zufrieden geben. Ich bin der Auffassung, dass wir New York zu einer Anlaufstation machen und dort - in der Beobachterrolle - aktiv sein und bleiben sollten.

Matossi: Steht die Definierung und Gewichtung des Beobachterstatus in unserem Ermessen? Wo und wie ist dieser Status definiert?

Frau Meier: Es war eine der wesentlichen Auskünfte vor dieser Abstimmung, dass der Beobachterstatus nicht definiert ist und keine Rechte einräumt; im Gegensatz dazu sind die Rechte von Befreiungsorganisationen festgehalten und definiert und gewähren bestimmte Möglichkeiten des Wirkens.

Diese Abstimmung hat daran gekrankt, dass das Wissen um die Dinge, über die man abstimmte, nicht vorhanden war. Das ist eine schwere Sorge für die Zukunft.

Zu unserer Mission in New York: Wer hat denn Herrn Hocké "verkauft", wenn nicht Frau Pometta und ihre Mitarbeiter? Sie hatten die eigentliche Schlüsselfunktion inne! (Ich habe übrigens von der Einrichtung her nie eine so armselige Vertretung der Schweiz gesehen, wie diejenige in New York!)

Ich glaube nicht, dass man die UNO von aussen her so ändern kann, dass sie den Nicht-Mitgliederstaaten spezielle Möglichkeiten einräumt. Es kann also höchstens darum gehen, dass wir mehr Leute an diesen Beobachterposten entsenden, aber ich sehe das im Augenblick nicht.

M. Aubert, conseiller fédéral: Notre statut d'observateur n'est prévu ni par la Charte des Nations-Unies, ni par un règlement quelconque. Il est donc à bien plaie, contrairement à celui de l'OLP ou de la SWAPO dont la présence a fait l'objet d'une décision de l'Assemblée générale.

L'OLP a même obtenu un droit de parole. Notre représentation dépend entièrement du bon vouloir des Nations-Unies. Si comme en 1945, l'ONU ne souhaitait pas intégrer des pays n'ayant pas participé à la guerre, elle serait entièrement libre de refuser à la Suisse le droit d'assister aux Assemblées générales. Si aujourd'hui nous demandions une amélioration quelconque de notre statut, ce serait certainement une provocation envers le peuple suisse et envers l'ONU elle-même.

Actuellement, la Suisse se trouve dans la situation d'un pays riche prospère et équilibré qui a rejeté le forum universel des Etats du monde. Pour l'instant, nous devons enregistrer le résultat et mettre "une sourdine" momentanée à l'expression de nos désirs.

Präsident: Fazit dieser Diskussion: An unserm Beobachterstatus in New York sind im Moment keine Aenderungen anzubringen. Der negative Volksentscheid zur UNO-Mitgliedschaft bedeutet, dass wir keine Forderungen erheben können.

Zu den Unterorganisationen: Die aktive Mitarbeit der Schweiz ist unbestritten; das gehört zur geforderten Kontinuität. Unter Umständen kann eine noch aktivere Mitarbeit angeboten werden.

Diese Grundhaltung schliesst eine kritische Haltung jenen Organisationen gegenüber nicht aus, die offensichtliche Mängel aufweisen (UNESCO!). Die Konsequenz aus dem 16. März müsste auch die sein, dass das EDA diesen Organisationen gegenüber eine noch kritischere Sonde anlegt.

Herr Miville hat zu Recht betont, dass vor allem auch aus wirtschaftlichen Ueberlegungen heraus die Mitarbeit in den Unterorganisationen intensiviert werden sollte.

M. Aubert, conseiller fédéral: Dans la mesure du possible nous intensifierons nos contacts bilatéraux et la coopération multilatérale.

Il faut distinguer les mandats de l'ONU de nos bons offices. La Grande-Bretagne a par exemple confié à la Suisse un mandat à l'occasion du conflit des Malouines en raison de notre neutralité et non parce que nous n'étions pas membre de l'ONU. La représentation des intérêts israéliens en Iran et vice versa partait du même principe. En revanche, dans beaucoup de médiations internationales, on peut constater qu'aucun Suisse n'a jamais été choisi, simplement parce que la Confédération helvétique n'est pas membre de l'ONU. Toutes ces actions en faveur de la paix, qui ressortent pratiquement d'une nouvelle activité des Nations-Unies, ne font absolument pas appel à la Suisse. N'ayons aucune illusion, l'ONU ne nous confiera jamais de mandat de bons offices.

Präsident: Kann sich die Kommission der Ansicht anschliessen, dass die Frage eines Beitritts zur Weltbank und zum Währungsfonds unter den heutigen Verhältnissen sehr vorsichtig anzugehen ist?

Muheim: Hat sich der Bundesrat nach dem 16. März zu dieser Frage geäußert?

M. Aubert, conseiller fédéral: Nous n'avons pris aucune décision après le 16 mars. Cependant, je vous rappelle la décision de principe prise le 12 août 1982 par le Conseil fédéral qui envisageait d'étudier l'adhésion de la Suisse aux institutions de Bretton-Woods. A cette occasion, il s'était déclaré favorable à une telle éventualité.

Bien sûr, étant donné le résultat de ce week-end, le gouvernement n'engagera aucune procédure allant dans ce sens au cours des prochains mois, car il est fort probable qu'un référendum serait lancé contre une telle initiative.

### 3. Der künftige Kurs der schweizerischen Aussenpolitik

Präsident: Universalität, Neutralität, Solidarität und Disponibilität bleiben die unveränderte Maxime der schweizerischen Aussenpolitik. Der Entscheid gegen den UNO-Beitritt bedeutet keinen Rückzug auf uns selbst. Unsere Politik der universellen Offenheit sollte weitergeführt werden. Vermehrt zu überlegen wären die Möglichkeiten, die sich einem Staat ausserhalb der UNO offerieren. Anzufügen wären hier noch die Punkte, die in der Ratsdebatte des vergangenen Jahres hervorgehoben wurden: Klares Konzept der Aussenpolitik, umfassende Auflistung der Guten Dienste, die die Schweiz der Völkergemeinschaft leisten kann und will, Festlegung von Schwerpunkten, was auf unsern diplomatischen Kanälen erreicht werden soll. Eine durchdachte Entwicklungshilfepolitik ist in den Dienst unserer Aussenpolitik zu stellen.

Die schweizerische Aussenpolitik sollte von ihrem bisherigen Kurse nicht abweichen; wegkommen sollte man aber von einem gewissen Pragmatismus.

Muheim: Gewisse Schwerpunkte unserer Aussenpolitik sind im Grundlagenpapier des Departementes bereits enthalten. Anhand dieser 12 Punkte könnten wir die Politik des EDA laufend verfolgen.

Der angekündigte Bericht zur Friedenspolitik gibt dem EDA die Gelegenheit, dem Parlament - indirekt auch dem Volk und dem Ausland - darzulegen, dass das Hauptziel der UNO, Friede, auch von der Schweiz gross geschrieben wird und dass sie dieses Ziel in einer klaren Politik schon über Jahre hinweg verfolgt. Es wäre wünschenswert, wenn uns dieser Bericht noch im Laufe des Jahres zugestellt werden könnte.

#### 4. Die bessere Verankerung der Aussenpolitik in Parlament und Volk

---

Präsident: Diese Forderung ist in letzter Zeit wiederholt erhoben worden. "Quittung für elitäre Aussenpolitik", titelte der Tages-Anzeiger am vergangenen Montag. Dahinter steckt der stille Vorwurf einer im Elfenbeinturm gemachten Aussenpolitik. Es gehört heute zu den grossen Aufgaben vor allem des Departementsvorstehers, dafür zu sorgen, dass die Aussenpolitik innenpolitisch besser abgestützt wird. Auch das Parlament sollte aus seiner Randexistenz in der Aussenpolitik herausgeführt werden. In der nationalrätlichen Kommission wurde formuliert, dass die aussenpolitischen Kommissionen beider Räte die "Transmissionsriemen" zwischen Bundesrat und Volk bilden sollten. (Zur parlamentarischen Mitarbeit wird auf die Septembersitzung hin ein Arbeitspapier erstellt werden.) Es wäre sehr wertvoll, wenn Sie, Herr Bundesrat Aubert, uns einige Gedankenanstösse geben würden, wie Sie eine vermehrte Einschaltung des Parlamentes sehen würden.

Der AAA-Kurier wäre ebenfalls ein sehr geeignetes "Schmiermittel" zwischen Bundesrat, EDA und Parlament.

Frau Meier: Während der UNO-Debatte ist mir aufgefallen, dass über die Instrumente von Bretton Woods und über unsere Beziehungen kaum Kenntnisse vorhanden sind. Wer von uns realisiert, dass wir per Ende des letzten Jahres eine halbe Milliarde unserer Tresorerie-Gelder bei der Weltbank angelegt hatten? Wer realisiert, dass wir - in den privaten, nicht in den Staatsbeziehungen - über eine Milliarde Dollars offene Verpflichtungen der Nationalbank beim Währungsfonds hatten? Das ist einfach nicht in unserem Bewusstsein. Ich habe in diesem Zusammenhang eine einfache Anfrage eingereicht; dabei ging es mir um diese Bewusstwerdung. Ist die ausschliessliche Abstützung auf die politischen Fachkräfte nicht auch ein Grund dafür, dass die Probleme im Rat nicht breit bewusst werden? Ich wäre dankbar, wenn Sie die Frage so verstehen und versuchen, die politische Wirksamkeit besser darzustellen. Obschon ich diese Frage nicht gestellt habe, wäre ich froh, wenn bei dieser Gelegenheit auch über unsere Beziehungen informiert würde.

M. Franz Muheim: Il est beaucoup trop tôt pour tirer une quelconque conclusion à propos des conséquences de ce vote pour la position de la Suisse dans le monde. Pour l'instant, nous avons trois tâches prioritaires. Premièrement, nous devons observer et analyser les réactions à l'étranger. Que se passera-t-il lorsque la Suisse sera en concurrence avec d'autres pays pour une élection dans une commission ou à une fonction donnée. Deuxièmement, nous

devons expliquer la décision du peuple, ainsi que notre politique étrangère aux autres gouvernements. Nous l'avons fait préalablement, mais nous devons continuer. En assistant à la réunion des pays non-alignés qui se tiendra à New Delhi, nous aurons l'occasion de rencontrer plusieurs ministres des affaires étrangères de pays du Tiers monde avec lesquels nous pourrions avoir des entretiens informels.

Troisièmement, nous devons nous imposer une certaine retenue, au moins pour quelque temps. Bien entendu, nous continuerons à défendre les intérêts de la Suisse avec la même force et la même conviction que jusqu'à présent, mais nous devons éviter de prendre d'éventuelles initiatives. Par exemple, nous ne pourrions pas nous lancer dans le même genre de campagne que celle que nous avons entreprise pour l'élection de M. Hocké en 1985.

La critique envers les dysfonctionnements de certaines organisations doit être complétée par un esprit constructif. Dans le cadre de l'UNESCO, nous avons été parmi les premiers à dénoncer publiquement la situation de crise. Toutefois, il ne suffit pas de constater que les choses ne vont pas. Il faut proposer des solutions afin d'améliorer la situation.

#### Verschiedenes

Matossi: Im Bericht vom 28. August 1985 wird die heutige Personalsituation geschildert. Wenn wir unsere aussenpolitischen Aktivitäten verstärken wollen, muss uns dieses Problem beschäftigen. Diese Verstärkung - vor allem auch unserer Aussenstationen - sollte erfolgen und deshalb sollte uns der Departementsvorsteher an einer der nächsten Sitzungen seine Bedürfnisse und Vorstellungen darlegen.

M. Aubert, conseiller fédéral: Je ne peux pas vous répondre maintenant, car je n'ai pas les documents concernés, mais je prends note de votre question. Si des possibilités de renforcement dans ce domaine existent, nous les analyserons.

Belser: Sorgen bereitet mir die Bedrängnis, in der sich das afghanische Volk befindet. Könnte das EDA einmal darstellen, welche Möglichkeiten im Bereich der humanitären Hilfe oder der Guten Dienste ausgeschöpft wurden und welche noch ausgeschöpft werden könnten?

Präsident: Für gestern war eine Delegation der afghanischen Widerstandsbewegung angesagt. Ein Gespräch mit Nationalrat Dupont und mir war vorgesehen, doch wurde die Delegation durch ein Hearing im Deutschen Bundestag zurückgehalten. Diese Kontaktnahme ist auf später verschoben worden.

M. Aubert, conseiller fédéral: A la rentrée de mon voyage en Inde et au Pakistan, je vous ferai un rapport circonstancié des relations et des contacts que j'aurai eus au cours de ce voyage.

Belser: Ich bitte zu prüfen, ob nicht humanitäre Hilfen innerhalb des Landes möglich wären.

M. Aubert, conseiller fédéral: Je vous rappelle que le CICR est interdit de séjour en Afghanistan. A la suite d'une convention entre le CICR, d'une part, et le gouvernement officiel afghan, ainsi que l'Union soviétique, d'autre part, la Suisse a accepté d'héberger des soldats soviétiques prisonniers durant une période de deux ans en échange de la possibilité de retourner en Afghanistan pour le CICR. Malheureusement, aussitôt que la première partie de l'accord avait été exécutée, les Soviétiques et les Afghans avaient refermé les frontières. Il est extrêmement difficile de se rendre sur place pour accorder une aide humanitaire. Par conséquent, nous l'avons octroyée par l'intermédiaire du Haut-Commissariat aux réfugiés, de divers organismes internationaux et d'une action directe en faveur des réfugiés afghans au Pakistan. Nous examinerons de quelle façon nous pourrions accroître notre aide humanitaire qui leur est absolument indispensable.

Frau Meier: Letzthin wurde uns ein Brief ehemaliger Kongo-Schweizer ausgeteilt. Ich bitte um eine gelegentliche Information darüber, ob und was man zu ihren Gunsten getan hat.

Präsident: Die Presse hat ihr Interesse an unserer heutigen Sitzung angemeldet und ich werde sie im Anschluss über unsere Diskussion orientieren.

Muheim: Dagegen habe ich meine Bedenken. Unsere Diskussion hat gezeigt, wie divers wir die Lage beurteilen. Unsere verschiedenen Ansichten darzulegen, ist heikel. "Kaum haben wir abgestimmt, sitzen sie in Bern schon wieder zusammen!", wird das Echo des Volkes lauten. Diese Sitzung war doch eigentlich nur der Startpunkt für unsere nächsten Sitzungen. Ich bin einer Presseinformation gegenüber sehr skeptisch und bin der Ansicht, wir sollten heute in dieser Richtung nichts tun.

Präsident: Ich kann nicht einsehen, weshalb wir die Presse über die Punkte, über die wir uns einig waren, nicht informieren sollten (Kontinuität, Mitarbeit in den Unterorganisationen etc.). Die Presse hat ein Informationsbedürfnis. Ich werde keine Standpunkte einnehmen, die von der Kommission nicht geteilt werden könnten. Es gehört doch zu unserer Verantwortung, der Presse Auskunft zu geben.

Miville: Wenn wir schweigen, wird gerätselt.

Muheim: Ich stehe nicht im Widerspruch zum Prinzip; der Punkte, wo wir uns wirklich einig sind, sind es aber sehr wenige!

Präsident: Ich werde an der Pressekonferenz genau die Meinung der Kommission wiedergeben. Ich bitte Sie, dem Präsidenten gegenüber Vertrauen zu haben.

Muheim: Meine Sorge ist nur, dass das, worüber wir uns einig sind, in der Presse sehr verschieden dargestellt werden wird.

Schluss der Sitzung: 10.30 Uhr